

REPUBLIQUE FRANÇAISE		DEPARTEMENT DES COTES D'ARMOR
----------------------	---	----------------------------------

**ARRETE AUTORISANT LE DEVERSEMENT DES EAUX USEES AUTRES QUE DOMESTIQUES DE LA
SOCIETE COOPERL ARCATLANTIQUE DANS LE SYSTEME DE COLLECTE ET DE TRAITEMENT DE
LAMBALLE COMMUNAUTE POUR SON AIRE DE LAVAGE (POINT DE REJET S2)**

LE PRESIDENT DE LAMBALLE COMMUNAUTE,

Vu la Directive européenne 2008/105/CE du 16 décembre 2008 établissant des normes de qualité environnementale dans le domaine de l'eau,

Vu la Directive européenne 2006/11/CE du 15 février 2006 concernant la pollution causée par certaines substances dangereuses déversées dans le milieu aquatique de la Communauté,

Vu la Directive Cadre sur l'eau (DCE) 2000/60/CE du 23 octobre 2000 établissant un cadre pour une politique communautaire dans le domaine de l'eau,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales (C.G.C.T.) et en particulier les articles L 2224-7, L 2224-8, L 2224-10 à 12, R 2224-15 et R 2224-19 et suivants,

Vu le Code de la Santé Publique et en particulier les articles L 1331-4, L 1331-10, L 1331-11, L 1337-2 et R 1331-2,

Vu le Code de l'Environnement et en particulier l'article R 211-11-1, R 211-11-2, R 211-11-3 relatif au programme national d'action contre la pollution des milieux aquatiques par certaines substances dangereuses,

Vu l'Arrêté du 25 janvier 2010 relatif aux méthodes et critères d'évaluation de l'état écologique, de l'état chimique et du potentiel écologique des eaux de surface pris en application des articles R. 212-10, R. 212-11 et R. 212-18 du code de l'environnement,

Vu l'Arrêté du 25 janvier 2010 établissant le programme de surveillance de l'état des eaux en application de l'article R. 212-22 du code de l'environnement,

Vu l'Arrêté ministériel du 22 juin 2007 relatif à la collecte, au transport, et au traitement des eaux usées des agglomérations d'assainissement et à la surveillance de leur fonctionnement et de leur efficacité, et aux dispositifs d'assainissement non collectif recevant une charge brute de pollution organique supérieure à 1,2 kg/j de DBO5, et en particulier les articles 6, 17-VII et l'annexe V,

Vu l'Arrêté du 02 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation,

Vu l'arrêté préfectoral du 3 décembre 1999, modifié par l'arrêté du 12 janvier 2004 et par celui du 8 décembre 2005 relatif à la réglementation d'une installation classée pour la protection de l'environnement, établi pour la station d'épuration de Souleville située à Lamballe

Vu le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux du bassin Loire-Bretagne
– 2016-2021,

Vu le Règlement du Service de l'Assainissement de LAMBALLE COMMUNAUTE ;

ARRETE :

Article 1 : OBJET DE L'AUTORISATION

La société COOPERL ARCATLANTIQUE, sise ZI de la Ville Es Lan, BP 60328, 22403 LAMBALLE Cedex est autorisée dans les conditions fixées par le présent arrêté à déverser ses eaux usées autres que domestiques issues de l'aire de lavage des bétailières et du MOL dans le réseau d'eaux usées, via un branchement installé par le service Eau et assainissement de Lamballe Communauté après ouvrage de prétraitement (point de rejet S2), situé rue de la Jeannaie à LAMBALLE.

Article 2 : CARACTERISTIQUES DES REJETS

2.1. PRESCRIPTIONS GENERALES

Sans préjudice des lois et règlements en vigueur, l'Etablissement est soumis à l'application du Règlement du service de l'assainissement de LAMBALLE COMMUNAUTE.

2-1-1. Caractéristiques des eaux usées autres que domestiques

Les eaux usées non domestiques doivent:

- ✓ être neutralisées à un pH compris entre 5.5 et 8.5. A titre exceptionnel, en cas de neutralisation à la chaux, le pH peut être compris entre 5.5 et 9.5,
- ✓ être ramenées à une température inférieure ou au plus égale à 30°C,
- ✓ ne pas contenir des matières ou substances susceptibles, directement ou indirectement après mélange avec d'autres effluents :
 - de porter atteinte à la santé du personnel qui travaille dans le système de collecte ou à la station d'épuration,
 - de développer des gaz nuisibles ou incommodant pouvant porter atteinte à la santé du personnel qui travaille dans le système de collecte ou à la station d'épuration,
 - d'endommager le système de collecte, la station d'épuration des eaux usées et leurs équipements connexes,
 - d'entraver le fonctionnement de la station d'épuration des eaux usées et le traitement des boues,
 - d'être à l'origine de dommages à la flore ou la faune aquatique, d'effets nuisibles sur la santé, ou d'une remise en cause d'usages existants (prélèvement pour l'adduction en eau potable, zones de baignade,...) à l'aval des points de déversement des collecteurs publics,
 - d'empêcher l'évacuation des boues en toute sécurité d'une manière acceptable pour l'environnement (notamment de conduire à une concentration dans les boues issues du traitement ou dans le milieu récepteur en substances supérieures à celles qui sont fixées par les articles R211-11-1; R.211-11-2; R 211-11-3 et les arrêtés pris pour leurs applications ni à celles figurant dans l'annexe V de l'arrêté du 22 juin 2007).
- ✓ ne pas contenir de composés hydroxylés, ni leurs dérivés halogénés ou tout élément qui contribuerait à favoriser la manifestation d'odeurs, de saveurs ou de colorations anormales,
- ✓ ne pas contenir les substances visées par la réglementation en vigueur, notamment les substances dangereuses pour l'eau, ni de substances entraînant un rejet de la station d'épuration non compatible avec le rejet du milieu récepteur.

2-1-3 - Cas particulier : les eaux d'extinction d'incendie

Les eaux d'extinction d'incendie ne sont pas admises dans les réseaux d'assainissement publics « eaux usées ».

Les eaux d'extinction d'incendie doivent être contenues à l'intérieur des limites de propriété de l'établissement.

L'établissement prendra toutes les dispositions réglementaires qui s'imposent pour l'évacuation et le traitement de ces eaux dans des centres d'élimination agréés.

2-1-4 - Séparation des réseaux

Les réseaux d'eaux usées autres que domestiques doivent être distincts des autres réseaux pour leur partie située sous le domaine privé.

Les installations de l'Établissement doivent être conçues de façon à empêcher tout risque de déversement d'eaux usées domestiques ou autres que domestiques dans le réseau pluvial (absence d'interconnexion, bassins de rétention...).

2.2. PRESCRIPTIONS PARTICULIERES

Les conditions de surveillance du déversement et les prescriptions particulières auxquelles doivent répondre les eaux usées autres que domestiques, dont le rejet est autorisé par le présent arrêté, sont définies dans la convention de déversement reprise en annexe I.

L'Établissement devra communiquer, dès réception, au service Eau et Assainissement de LAMBALLE COMMUNAUTE, les résultats des mesures et analyses des effluents déversés dans le réseau public de collecte des eaux usées réalisées conformément à l'annexe I du présent arrêté.

2.3. MISE EN CONFORMITE DE L'ETABLISSEMENT

L'Établissement est conforme aux préconisations demandées en annexe I.

Article 3 : CONVENTION DE DEVERSEMENT

Les modalités complémentaires à caractère administratif, technique, financier et juridique applicables au déversement des eaux usées autres que domestiques autorisé par le présent arrêté, sont définies dans la convention de déversement établie entre la société COOPERL ARCATLANTIQUE et LAMBALLE COMMUNAUTE.

En cas de modification de la convention de déversement, le présent arrêté sera abrogé et un nouvel arrêté sera réalisé.

Article 4 : CONTROLE ET SURVEILLANCE DES REJETS

Les modalités de suivi des rejets sont définies dans la convention de déversement reprise en annexe I.

L'Établissement fournit au moins chaque mois à la Collectivité sur support informatique (format XLS ou similaire) et **selon le modèle fourni par la Collectivité** les résultats d'analyses et commentaires sur l'ensemble des paramètres mesurés par l'Établissement dans le cadre de la convention de déversement.

Le modèle demandé par la Collectivité est repris dans la convention de déversement (en Annexe I du présent arrêté).

Le service pourra effectuer, à ses frais et de façon inopinée, des contrôles pour le respect du présent arrêté. Les résultats seront communiqués à l'Établissement.

Ces analyses pourront faire l'objet d'une contre-expertise par un laboratoire agréé à la charge de l'Établissement. A défaut de contre-expertise, les analyses effectuées par le service seront opposables à l'Établissement.

Les effluents doivent être conformes aux prescriptions fixées par l'article 2 du présent arrêté.

Dès lors qu'une des caractéristiques dépasse la valeur limite autorisée, l'Établissement est redevable des divers frais engagés par le service pour le traitement du rejet non-conforme, et notamment les frais d'analyse, les frais de déplacement, les frais de personnel, etc.

Article 5 : REJETS ACCIDENTELS – DEGRADATION DU RESEAU PUBLIC

Tout incident, dysfonctionnement ou en cas d'accident de fabrication susceptible de provoquer des dépassements des valeurs limites fixées par le présent arrêté, l'Établissement est tenu :

- d'en avertir dès qu'il en a connaissance la Collectivité par téléphone en appelant au **02 96 50 13 56** (aux heures de bureau : 8h30-12h et 13h-17h30 du lundi au vendredi) ou en dehors des heures de bureau au **06 61 83 93 06**, et en complément par un message écrit, à savoir un courriel (**sea@lamballe-communaute.fr**). Il y sera précisé :
 - la personne en charge du dossier dans l'Établissement ;
 - les caractéristiques qualitatives et quantitatives de l'effluent anormal qui a été rejeté dans le réseau d'assainissement ;
 - l'heure exacte du début de l'anomalie ;
 - le motif du rejet et les moyens mis en place pour y remédier.
- de prendre les dispositions nécessaires pour réduire la pollution de l'effluent rejeté.
- de prendre, si nécessaire, les dispositions pour évacuer les rejets exceptionnellement pollués vers un centre de traitement spécialisé, sauf accord de la Collectivité pour une autre solution ;
- d'isoler son réseau d'évacuation d'eaux non domestiques (et d'eaux pluviales le cas échéant) si le dépassement fait peser un risque grave pour les agents et le fonctionnement du service public d'assainissement ou pour le milieu naturel, ou sur demande justifiée de la Collectivité.

En cas de constatation de dégradations du réseau public imputables à l'Etablissement du fait du non respect du présent arrêté, l'Etablissement est tenu de réparer les préjudices subis par la Collectivité et à rembourser tous les frais engagés et justifiés par la Collectivité, notamment (le cas échéant) :

- les mesures mises en œuvre, y compris en application du principe de précaution, pour éviter ou limiter tout danger pour le public et pour les personnes susceptibles d'intervenir sur le système d'assainissement, ainsi que tout dysfonctionnement du système d'assainissement et toute pollution du milieu naturel,
- les surcoûts d'entretien de réseaux et autres ouvrages impactés par ces déversements, l'évacuation et le traitement des sous-produits de curage et de décantation correspondants,
- les remises en état des réseaux et ouvrages dégradés du fait de ces déversements.

Article 6: CONDITIONS FINANCIERES

En contrepartie du service rendu, l'Etablissement COOPERL ARCATLANTIQUE, dont le déversement des eaux de son point de rejet S2 est autorisé par le présent arrêté, est soumis au paiement d'une redevance.

Les modalités de calcul et de paiement de cette redevance, et les pénalités financières en cas de non respect des clauses du règlement du service de l'assainissement, du présent arrêté ou de la convention sont décrites dans la convention de déversement (reprise en Annexe I).

Article 7: DUREE DE L'AUTORISATION

Cette autorisation est délivrée pour une période de **10 ans**, à compter de la date de sa signature.

Six (6) mois avant l'expiration de la Convention, la Collectivité procédera avec l'Etablissement au réexamen de la présente Convention en vue de son renouvellement ou de son adaptation.

Article 8: CARACTERE DE L'AUTORISATION

La signature de la convention de déversement est une condition préalable à la délivrance de l'arrêté d'autorisation de déversement.

L'autorisation est délivrée dans le cadre des dispositions réglementaires portant sur la salubrité publique et la lutte contre la pollution des eaux.

Cette autorisation est précaire et révocable : la Collectivité a une faculté de dénonciation à tout moment, notamment si elle constate le non-respect des prescriptions du présent arrêté. Elle pourra mettre fin au présent arrêté, après que l'Etablissement, ait été à même de présenter ses arguments ou observations à la Collectivité. Le courrier de demande de mise en conformité de la Collectivité fixe le délai de réponse dont bénéficie l'Etablissement ainsi que le délai à compter duquel il doit faire cesser le rejet non-conforme.

De même, toute modification apportée par l'Etablissement de nature à entraîner un changement notable dans les conditions et caractéristiques des effluents doit être portée, avant sa réalisation, à la connaissance de la Collectivité (par exemple: modifications de procédés ou d'activité). Ce changement pourra faire l'objet d'un nouvel arrêté d'autorisation.

L'autorisation est accordée à titre personnel. En cas de cession ou de cessation d'activité, l'Etablissement devra en informer la Collectivité.

Si, à quelque époque que ce soit, les prescriptions applicables au service public d'assainissement venaient à être changées, notamment dans un but d'intérêt général ou par décision de l'administration chargée de la police de l'eau, les dispositions du présent arrêté pourraient être, le cas échéant, modifiées d'une manière temporaire ou définitive.

Article 9: EXECUTION ET RECOURS

Le Président de Lamballe Communauté est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera applicable après affichage et transmission au représentant de l'Etat dans le département. Une ampliation sera notifiée au destinataire de la présente décision par lettre recommandée avec accusé de réception

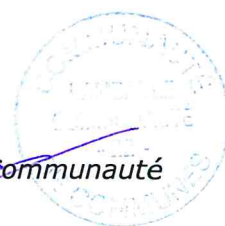
Les contraventions au présent arrêté seront constatées par des procès-verbaux et poursuivies conformément aux lois.

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Rennes dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification pour le bénéficiaire et à compter de l'affichage pour les tiers.

Fait à Lamballe, le 26/11/2016

Loïc CAURET

Président de Lamballe Communauté



ANNEXE I : Convention de déversement des eaux usées non domestiques au réseau public d'assainissement vers la station d'épuration de Souleville



Direction Eau,
Assainissement,
Déchets Ménagers
**Service
Assainissement**

CONVENTION DE DEVERSEMENT

CONVENTION DE DEVERSEMENT DES EAUX USEES NON DOMESTIQUES DANS LE SYSTEME PUBLIC D'ASSAINISSEMENT

COOPERL ARCATLANTIQUE

ZI La Ville es Lan BP 60 328

22 403 LAMBALLE cédex

Point de rejet S2 : Aire de lavage

SOMMAIRE

ARTICLE 1. OBJET.....	4
ARTICLE 2. DEFINITIONS	5
2.1 EAUX USEES DOMESTIQUES	5
2.2 EAUX PLUVIALES.....	5
2.3 EAUX INDUSTRIELLES ET ASSIMILEES	5
2.4 EAUX DE REFROIDISSEMENT	5
ARTICLE 3. CARACTERISTIQUES DE L'ETABLISSEMENT	5
3.1 NATURE DES ACTIVITES	5
3.2 SITUATION DE L'ETABLISSEMENT AU TITRE DES INSTALLATIONS CLASSEES	5
3.3 PRODUITS UTILISES PAR L'ETABLISSEMENT	6
3.4 MISE A JOUR	6
ARTICLE 4. PROVENANCES ET USAGES DE L'EAU.....	6
4.1 ALIMENTATION EN EAU	6
4.2 UTILISATION DE L'EAU.....	6
ARTICLE 5. RESEAUX INTERNES D'ASSAINISSEMENT	7
ARTICLE 6. POINTS DE RACCORDEMENTS AU RESEAU PUBLIC D'ASSAINISSEMENT	7
ARTICLE 7. ECHEANCIER DE MISE EN CONFORMITE DES REJETS.....	8
ARTICLE 8. PRESCRIPTIONS APPLICABLES AUX EFFLUENTS.....	8
8.1 EAUX USEES DOMESTIQUES	8
8.2 EAUX USEES NON DOMESTIQUES	8
8.2.1 Conditions générales d'admissibilité.....	8
8.2.2 Rejets des substances dangereuses dans l'eau (RSDE).....	9
8.2.3 Rejets d'autres substances.....	9
8.2.4 Conditions particulières d'admissibilité des eaux non domestiques.....	9
8.2.5 Prescriptions particulières	10
8.3 EAUX D'EXTINCTION D'INCENDIE.....	10
8.4 INSPECTION TELEVESEE DES BRANCHEMENTS	10
ARTICLE 9. TRAITEMENT PREALABLE AUX DEVERSEMENTS.....	11
ARTICLE 10. DISPOSITIFS DE MESURES ET DE PRELEVEMENTS SUR LES EAUX INDUSTRIELLES	12
ARTICLE 11. SURVEILLANCE DES REJETS	12
11.1 AUTOSURVEILLANCE.....	12
11.2 CONTROLES PAR LA COLLECTIVITE	15
ARTICLE 12. CONDITIONS FINANCIERES.....	16
12.1 TARIFICATION DE LA REDEVANCE ASSAINISSEMENT.....	16
12.2 CALCUL DU MONTANT DE LA PARTIE FIXE DE LA REDEVANCE ASSAINISSEMENT	16
12.3 CALCUL DU MONTANT DE LA PARTIE VARIABLE DE LA REDEVANCE ASSAINISSEMENT	16
12.4 FACTURATION ET REGLEMENT.....	17
12.5 PENALITES FINANCIERES	17
12.5.1 Cas n°1 : Résultats de mesures non conformes aux prescriptions de l'article 8.2 de la présente convention;	17
12.5.2 Cas n°2 : Conformément à l'article 11 de la présente convention, l'Etablissement doit fournir les résultats de l'autosurveillance mensuellement	18
12.5.3 Cas n°3 : Dysfonctionnement de l'autosurveillance	18
12.6 REVISION DES REMUNERATIONS	18

ARTICLE 13.	OBLIGATIONS GENERALES DES SIGNATAIRES	19
13.1	OBLIGATIONS GENERALES DE LA COLLECTIVITE	19
13.2	OBLIGATIONS GENERALES DE L'ETABLISSEMENT	19
ARTICLE 14.	CONSEQUENCES DU NON-RESPECT DES CONDITIONS D'ADMISSION DES EFFLUENTS 20	
14.1	CONSEQUENCES TECHNIQUES	20
14.2	CONSEQUENCES FINANCIERES	20
ARTICLE 15.	CONDITIONS DE FERMETURE DU BRANCHEMENT.....	21
ARTICLE 16.	MODIFICATION DE L'ARRETE D'AUTORISATION DE DEVERSEMENT.....	21
ARTICLE 17.	DUREE DE LA CONVENTION	21
ARTICLE 18.	RESILIATION DE LA CONVENTION.....	22
18.1	RESILIATION DE LA CONVENTION.....	22
18.2	DISPOSITIONS FINANCIERES	22
ARTICLE 19.	CONTESTATIONS ET LITIGES.....	22
ARTICLE 20.	COMMISSION DE GESTION	22
ARTICLE 21.	DOCUMENTS ANNEXES A LA CONVENTION	23
ARTICLE 22.	CORRESPONDANCES	23
ARTICLE 23.	NOMBRES D'EXEMPLAIRES ORIGINAUX :.....	23

**CONVENTION DE DEVERSEMENT
DES EAUX USEES NON DOMESTIQUES
DANS LE SYSTEME D'ASSAINISSEMENT**

ENTRE :

L'entreprise : COOPERL ARC ATLANTIQUE
dont le siège est situé : ZI de la Ville Es Lan, BP 60328, 22403 LAMBALLE Cedex
pour son Etablissement de : S2 Aire de Lavage
N° SIRET : 383 986 874 000 14
Représentée par M Luc LANTERNIER

et dénommée : **l'Etablissement**

ET :

La Communauté de communes de LAMBALLE, propriétaire et exploitante des ouvrages d'assainissement, représentée par son Président, Monsieur CAURET Loïc, agissant en vertu de la délibération du Conseil Communautaire n°66-2016 en date du 25 avril 2016.

et dénommée : **la Collectivité**

AYANT ETE EXPOSE CE QUI SUIIT :

Considérant que la Collectivité est gestionnaire du réseau d'assainissement et de l'usine d'épuration de Souleville.

Considérant que l'Etablissement ne peut déverser ses rejets d'eaux usées autres que domestiques directement dans le milieu naturel du fait de leur qualité et ne dispose pas des installations adéquates permettant un traitement suffisant.

Considérant que l'Etablissement COOPERL ARC ATLANTIQUE est une installation classée pour la protection de l'environnement soumise à AUTORISATION sous les rubriques n°2210 et 3641.

Considérant que la Collectivité peut autoriser le rejet des eaux usées autres que domestiques de l'Etablissement dans son système d'assainissement, conformément à l'article L1331-10 du Code de la Santé Publique.

IL A ETE CONVENU CE QUI SUIIT :

Article 1. OBJET

La présente convention définit les modalités complémentaires à caractère administratif, technique, financier et juridique que les parties s'engagent à respecter pour la mise en œuvre de l'arrêté d'autorisation de déversement des eaux usées autres que domestiques de l'Etablissement, dans le réseau public d'assainissement.

Article 2. DEFINITIONS

2.1 Eaux usées domestiques

Non Concerné pour l'établissement

2.2 Eaux pluviales

Les eaux pluviales sont celles qui proviennent des précipitations atmosphériques. Peuvent être reconnues assimilées à ces eaux pluviales les eaux d'arrosage et de lavage des voies publiques et privées, des jardins, des cours d'immeubles ainsi que les eaux de rabattement de nappe,...

2.3 Eaux industrielles et assimilées

Sont classées dans les eaux industrielles et assimilées tous les rejets autres que les eaux usées domestiques ou eaux pluviales (ou expressément assimilées à ces dernières par la présente Convention).

Les eaux industrielles ou assimilées sont dénommées ci-après **eaux usées non domestiques**.

2.4 Eaux de refroidissement

Non concerné pour l'établissement

Article 3. CARACTERISTIQUES DE L'ETABLISSEMENT

3.1 Nature des activités

L'activité de l'Etablissement est :

- Aire de lavage des bétailières
- Marché Organisé de Lamballe (MOL) 1/semaine, le mercredi

Cette activité comporte les opérations industrielles suivantes :

- Lavage des bétailières du MOL 1 fois par semaine (environ 30 lavages/semaine)
- Lavage des parcs d'attente du MOL 1 fois par semaine
- Lavage des bétailières reproducteurs et porcelets (environ 60 camions par semaine)

3.2 Situation de l'Etablissement au titre des Installations Classées

L'arrêté préfectoral d'exploiter au titre des ICPE date du 9 mars 2007 pour l'aire de lavage et le récépissé de déclaration au titre des ICPE du 23 mars 2007 pour le MOL.

En cas d'évolution des arrêtés d'exploitation du titulaire de la présente convention, une copie de ces arrêtés devra être envoyée à LAMBALLE COMMUNAUTE.

3.3 Produits utilisés par l'Etablissement

L'Etablissement se tient à la disposition de la Collectivité pour répondre à toute demande d'information quant à la nature des produits utilisés par ce dernier. A ce titre, les fiches « produit » et les fiches de données de sécurité correspondantes peuvent être consultées par la Collectivité dans l'Etablissement.

L'Etablissement s'engage à signaler à la Collectivité, dans les meilleurs délais, l'utilisation de tous nouveaux produits susceptibles de se retrouver dans le réseau public d'assainissement.

3.4 Mise à jour

Les informations mentionnées au présent article sont mises à jour par l'Etablissement au moment de chaque réexamen de la convention.

Article 4. PROVENANCES ET USAGES DE L'EAU

4.1 Alimentation en eau

L'Etablissement déclare que toute l'eau qu'il utilise provient des dispositifs suivants d'alimentation en eau :

Nature du prélèvement d'eau	Comptage
Milieu naturel	Non concerné
Captage privé	Non concerné
Réseau public	N°PDI 00169J

L'établissement autorise le service assainissement de la Collectivité à contrôler les index des compteurs précités.

4.2 Utilisation de l'eau

L'eau est utilisée pour les usages suivants :

Usage	Origine			Commentaires
	Eau du réseau public	Eau de forage	Autres	
Eau sanitaire				Non concerné
Eau de process				Non concerné
Eau de lavage	X			
Eau de refroidissement				Non concerné

Article 5. RESEAUX INTERNES D'ASSAINISSEMENT

Le réseau d'assainissement interne à l'Etablissement est de type séparatif.

Le plan des installations intérieures d'évacuation des eaux de l'Etablissement, expurgés des éléments à caractère confidentiel, a été transmis à la Collectivité pour l'établissement de la présente Convention. Ce plan pourra être mis à jour en cas de modification des installations internes de collecte, et sera tenu à la disposition de la Collectivité.

L'Etablissement prend toutes les dispositions nécessaires d'une part pour s'assurer que l'état de son réseau intérieur est conforme à la réglementation en vigueur et d'autre part pour éviter tout rejet intempestif susceptible de nuire soit au bon état, soit au bon fonctionnement du réseau d'assainissement, et le cas échéant, des ouvrages de dépollution, soit au personnel d'exploitation des ouvrages de collecte et de traitement.

La maintenance (curage, rinçage...) des réseaux intérieurs ne doit pas conduire à une dégradation de la qualité des effluents.

L'Etablissement entretient convenablement ses canalisations de collecte d'effluents et procède à des vérifications régulières de leur bon état.

Article 6. POINTS DE RACCORDEMENTS AU RESEAU PUBLIC D'ASSAINISSEMENT

L'Etablissement déverse ses effluents dans les réseaux suivants :

Point de rejet	Lieu	Caractéristique de l'effluent	Activités concernées	Réseau de raccordement
1	Rue de la Jeannaie	EU non domestiques	Aire de lavage des camions + Lavage des parcs d'attente du MOL en activité 1 fois par semaine	Réseau public Eaux Usées
2	Rue de la Jeannaie	Eaux Pluviales	eaux des toitures et parcs d'attente du MOL hors activité et voiries	réseau public Eaux Pluviales

Il existe donc 2 branchements distincts (plan de localisation des branchements en annexe).

Chaque branchement comprend depuis la canalisation publique :

- un dispositif permettant le raccordement au réseau public ;
- une canalisation de branchement située tant sous le domaine public que privé ;
- un ouvrage dit « regard de branchement » ou « regard de façade » placé de préférence sur le domaine public. Ce regard doit être visible et accessible en permanence aux agents du service public d'assainissement de la Collectivité.
- une vanne d'obturation doit être placée sur chaque branchement et rester accessible aux agents du service public d'assainissement de la Collectivité. Si nécessaire, elle sera placée sous le domaine public

Article 7. ECHEANCIER DE MISE EN CONFORMITE DES REJETS

Pour tenir compte des difficultés techniques de mise en conformité des installations existantes de l'Etablissement, il est décidé d'un commun accord, d'adopter l'échéancier suivant de réalisation des travaux nécessaires :

Liste des points non conformes	Date de mise en conformité
<i>Débourbeur/séparateur d'hydrocarbures</i>	2019
<i>Mise en place de relevé automatique d'enregistrement des débits</i>	2019
<i>Confinement des eaux d'extinction incendie</i>	2019

L'Etablissement devra justifier à la Collectivité de la réalisation de cette mise en conformité dans le délai indiqué.

Article 8. PRESCRIPTIONS APPLICABLES AUX EFFLUENTS

8.1 Eaux usées domestiques

Les eaux usées domestiques sont admissibles dans le réseau d'assainissement sans autre restriction que celles mentionnées au règlement du service assainissement.

8.2 Eaux usées non domestiques

8.2.1 Conditions générales d'admissibilité

Les eaux usées non domestiques doivent respecter les prescriptions générales mentionnées dans le règlement du service de l'Assainissement et l'arrêté d'autorisation de déversement susvisé.

Elles doivent à minima respecter les conditions suivantes :

- ✓ être neutralisées à un pH compris entre 5,5 et 8,5. A titre exceptionnel, lorsque la neutralisation est faite à l'aide de chaux, le pH peut-être compris entre 5,5 et 9,5.
- ✓ être ramenés à une température inférieure ou égale à 30°C.
- ✓ être débarrassées des matières flottantes, décantables ou précipitables susceptibles directement ou indirectement après mélange avec d'autres effluents d'entraver le bon fonctionnement des ouvrages ou de développer des gaz nuisibles ou incommodant les égoutiers dans leur travail.
- ✓ Ne pas entraîner de dégagement d'H₂S (concentration au rejet < 0.1 ppm) ni de formation d' H₂S (concentration en sulfures < 0.25 mg/l et potentiel redox > 100 mV (sonde H₂))
- ✓ Respecter une concentration maximale en Chlorures de 500 mg/l
- ✓ ne pas renfermer de substances capables d'entraîner :
 - la destruction ou l'altération des ouvrages d'assainissement et des équipements,
 - la perturbation ou la destruction de la vie bactérienne des stations d'épuration,
 - la destruction de la vie aquatique sous toutes ses formes à l'aval des points de déversements des collecteurs publics dans les fleuves, cours d'eau ou canaux.
- ✓ ne pas produire une inhibition de la nitrification (NFT 90-341 et ISO 9509) supérieure à 10% des performances initiales des micro-organismes nitrifiants pour un rapport de 40% d'effluent dans les conditions du test.

- ✓ ne pas contenir :
 - des composés cycliques hydroxylés et leur dérivés halogénés,
 - de substances de nature à favoriser la formation d'odeurs ou de coloration anormales des eaux naturelles,
 - de substances radioactives,
 - d'hydrocarbures (essence, carburants diesels, ...) et dérivés chlorés,
 - de matières alcalines se solidifiant ou s'incrustant contre les parois de l'égout.

8.2.2 Rejets des substances dangereuses dans l'eau (RSDE)

Les eaux rejetées par l'Etablissement dans le réseau public d'assainissement doivent respecter la réglementation en vigueur relative aux substances dangereuses dans l'eau notamment :

- ✓ La directive n°76/464/CE du 4 mai 1976 (codifiée 2006/11/CE)
- ✓ La directive n°2000/60/CE du 23 octobre 2000 dite "directive cadre sur l'eau" et sa directive fille n°2008/105/CE du 16 décembre 2008
- ✓ Le décret n°2005-378 du 20 avril 2005 définissant le Programme National de réduction des substances dangereuses (PNAR),
- ✓ L'arrêté ministériel du 30 juin 2005
- ✓ La circulaire du 7 mai 2007 définissant les objectifs nationaux de réduction des émissions.

8.2.3 Rejets d'autres substances

Les eaux rejetées par l'Etablissement doivent permettre la compatibilité du rejet de la station d'épuration de Souleville avec le respect du milieu récepteur.

Dans le cas où la présence d'une substance ne permettrait pas cette compatibilité, il appartiendra à l'Etablissement de prendre toute disposition technique et financière pour modifier la qualité de ces rejets afin de permettre cette compatibilité.

8.2.4 Conditions particulières d'admissibilité des eaux non domestiques

Les effluents industriels doivent respecter les prescriptions suivantes conformément au courrier du 28 septembre 2015 :

Les débits autorisés sont de :

- | | |
|-----------------------------|----------------|
| • débit maximum journalier | 59 m3/jour |
| • débit moyen journalier | 37 m3/j |
| • volume moyen hebdomadaire | 260 m3/semaine |
| • volume maximal annuel | 13 505 m3 |

Demande biochimique en oxygène à 5 jours (DBO5) :

- | | |
|-----------------------------|----------------|
| • Flux maximum journalier | 44 kg/j |
| • Flux moyen journalier | 33 kg/j |
| • Flux maximal hebdomadaire | 230 kg/semaine |

Demande chimique en oxygène (DCO) :

- | | |
|-----------------------------|----------------|
| • Flux maximum journalier | 209 kg/j |
| • Flux moyen journalier | 133 kg/j |
| • Flux maximal hebdomadaire | 930 kg/semaine |

Matières en suspension (MES) :

- | | |
|-----------------------------|----------------|
| • Flux maximum journalier | 188 kg/j |
| • Flux moyen journalier | 95 kg/j |
| • Flux maximal hebdomadaire | 665 kg/semaine |

Teneur en azote total Kjeldhal (NTK) :

- *Flux maximum journalier* 8.6 kg/j
- *Flux moyen journalier* 5 kg/j
- *Flux maximal hebdomadaire* 35 kg/semaine

Teneur en azote global (NGL) :

- *Flux maximum journalier* 8.6 kg/j
- *Flux moyen journalier* 5 kg/j
- *Flux maximal hebdomadaire* 35 kg/semaine

Teneur en phosphore total (Pt) :

- *Flux maximum journalier* 1.7 kg/j
- *Flux moyen journalier* 1.6 kg/j
- *Flux maximal hebdomadaire* 11 kg/semaine

Autres substances :

- ... mg/l

8.2.5 Prescriptions particulières

L'Etablissement s'engage à ne pas utiliser de procédé visant à diluer ses effluents par le biais d'une consommation excessive d'eau ou d'un rejet non autorisé d'eau de refroidissement ou d'eaux pluviales, tout en conservant la même charge polluante globale.

Les rejets d'eaux usées consécutifs à des opérations exceptionnelles telles que nettoyages exceptionnels, vidanges de bassin,... sont autorisés à condition d'en répartir les flux de pollution sur 24 heures ou plus, afin de ne pas dépasser les valeurs maximales des flux journaliers fixées par l'arrêté d'autorisation de déversement.

8.3 Eaux d'extinction d'incendie

Les eaux d'extinction d'incendie ne sont pas admises dans les réseaux d'assainissement publics « eaux usées ».

Les eaux d'extinction d'incendie doivent être contenues à l'intérieur des limites de propriété de l'établissement.

L'établissement prendra toutes les dispositions réglementaires qui s'imposent pour l'évacuation et le traitement de ces eaux dans des centres d'élimination agréés.

8.4 Inspection télévisée des branchements

L'Etablissement réalisera une inspection télévisée de ses branchements et fournira le rapport de l'inspection au service assainissement de la Collectivité. Cette inspection est à faire dans les 5 premières années à compter de la date de signature de la présente convention.

Article 9. TRAITEMENT PREALABLE AUX DEVERSEMENTS

L'Etablissement déclare :

- ✓ que ses eaux usées non domestiques (eaux de lavage des bétailières du MOL) subissent un traitement avant rejet dans le réseau public d'assainissement comprenant :

INSTALLATION	DESCRIPTIF DU TRAITEMENT
Dessablage	
Dégrillage	X Dégrilleur 3.5 mm
Tamissage	X Tamis de 750 microns
Dégraissage	
Rectification du pH	
Séparateur à graisse	
Séparateur à féculs	
Fosse à boues	
Débourbeur, déshuileur, séparateur à hydrocarbures	A installer avant fin 2019
Autres équipements	

Ces dispositifs de traitement ou d'épuration avant rejet nécessaires à l'obtention des qualités d'effluents fixés à l'article 8 sont conçus, installés et entretenus sous la responsabilité de l'Etablissement. Ils sont conçus, exploités et entretenus de manière à faire face aux éventuelles variations de débit, de température ou de composition des effluents, en particulier à l'occasion du démarrage ou de l'arrêt des installations, et à réduire au minimum les durées d'indisponibilité. Les bordereaux d'entretiens seront mis à disposition de la Collectivité sur demande écrite.

Les principaux paramètres (pH, température et débit) permettant de s'assurer de la bonne marche des prétraitements sont mesurés périodiquement et les résultats de ces mesures sont portés sur un registre (éventuellement informatisé) tenu à la disposition de la Collectivité.

Dans le cas où l'Etablissement souhaite mettre en place un prétraitement complémentaire, il en informe préalablement la Collectivité.

Par ailleurs, l'Etablissement doit garder à disposition de la Collectivité les bordereaux d'enlèvement et de destruction de tous les déchets de prétraitement liés à son activité.

Article 10. DISPOSITIFS DE MESURES ET DE PRELEVEMENTS SUR LES EAUX INDUSTRIELLES

Avant la fin de l'année 2019, l'Etablissement installera à demeure les dispositifs adéquats de mesure de débit et de prélèvement, à savoir un débitmètre et un préleveur automatique d'échantillon en sortie de prétraitement. Ces dispositifs sont soumis préalablement à l'agrément de la Collectivité.

L'ensemble des valeurs d'enregistrement journalières seront intégrées dans une base de données à 8h00 pour un horodatage journalier de 8h00-8h00.

Le débitmètre, en particulier comprend, outre un totaliseur de volume, un système d'enregistrement en continu des débits. Le canal de comptage est équipé d'un déversoir normalisé. Le préleveur est conforme aux prescriptions de l'Agence de l'eau.

Une fois la pose effectuée, il est procédé à un contrôle contradictoire des appareils de mesure de débit et de prélèvement appartenant à l'Etablissement, afin d'éviter tout litige sur l'interprétation de la mesure. Cette opération de calage est effectuée au minimum une fois par an lors du bilan de pollution notamment, et dans tous les cas, dès que l'une des parties (Collectivité ou Etablissement) contestera la validité de la mesure.

L'Etablissement surveillera et maintiendra en bon état de fonctionnement ses appareils de mesure. En cas de défaillance, voire d'arrêt total des dits appareils, l'Etablissement s'engage, d'une part, à en informer la Collectivité et, d'autre part, à procéder à ses frais à leur remise en état dans les plus brefs délais.

Pendant la durée d'indisponibilité des appareils, la mesure des débits se fera sur la base des consommations d'eau de l'Etablissement. Passé un délai de trois mois, la Collectivité se réserve le droit de mettre en place un appareil de mesure dont le coût d'installation et de location sera à la charge de l'Etablissement.

L'Etablissement devra permettre à la Collectivité d'installer au frais de la Collectivité, un dispositif de télérelève sur le débitmètre du dispositif d'autosurveillance afin de connaître de manière instantanée le débit rejeté.

Article 11. SURVEILLANCE DES REJETS

11.1 Autosurveillance

L'Etablissement est responsable, à ses frais, de la surveillance et de la conformité de ses rejets au regard des prescriptions de la présente Convention et de son arrêté d'autorisation de déversement.

Un programme de mesures (nature et fréquence) est mis en place sur les eaux usées industrielles. Les analyses seront réalisées au frais de l'Etablissement, sur un échantillon moyen de 24 h proportionnel au débit, conservé à basse température et prélevés aux points représentatifs des rejets au réseau d'assainissement. La localisation des points de mesure est repérée en annexe.

L'Etablissement est tenu de respecter le programme suivant :

Analyse	Fréquence de mesures sur les effluents industriels	Fréquence de transmission des mesures (*)	Méthode analyse
Débit journalier	Journalier	Mensuelle	Selon les normes en vigueur
T°	Journalier		
PH	Journalier		
DBO ₅	Hebdomadaire		
DCO	Journalier		
MES	Hebdomadaire		
Azote Kjeldhal (NTK)	Hebdomadaire		
Phosphore total (P _T)	Hebdomadaire		

(*) Le calendrier annuel de réalisation des prélèvements d'autosurveillance sera défini par l'Etablissement. Il sera transmis à la Collectivité. La Collectivité se réserve le droit de modifier ce calendrier.

La fréquence des mesures étant hebdomadaire pour certains paramètres, il peut être accepté qu'une mesure par mois soit fixée par la collectivité, les autres étant à réaliser sur un menu déroulant (lundi, mardi, mercredi....).

Il est convenu que le présent programme de mesures pourra être modifié, notamment dans le cas où les prescriptions relatives à la surveillance des ouvrages de collecte et de traitement des eaux usées seraient modifiées ou que le programme d'autosurveillance de la Police des Installations Classées évolue. Le cas échéant, cette modification fera l'objet d'un avenant à la présente convention.

Les résultats d'analyses qualitatives et quantitatives mensuels de l'année N, au format informatisé (fichier .xls ou équivalent), doivent être transmis tous les mois au service assainissement de la Collectivité dans un délai de deux mois maximum après la fin du mois analysé.

11.2 Contrôles par la Collectivité

Le service d'assainissement de la Collectivité ou ses représentants, auront libre accès aux dispositifs de mesure de débit et de prélèvement de l'Etablissement.

Ils pourront effectuer, à leurs frais, et de façon inopinée, des prélèvements et contrôles dans les préleveurs de l'Etablissement, afin de vérifier la conformité permanente des eaux industrielles déversées par rapport aux prescriptions de la présente convention.

Toute intervention dans l'enceinte de l'Etablissement sera soumise au respect des consignes de sécurité en vigueur au jour de la visite de l'Etablissement.

La Collectivité proposera à l'Etablissement une procédure de doubles échantillons en vue d'analyses contradictoires.

Les résultats obtenus par la Collectivité seront communiqués à l'Etablissement après exploitation des mesures.

Article 12. CONDITIONS FINANCIERES

12.1 Tarification de la redevance assainissement

Le montant de la redevance assainissement de l'Etablissement pour l'année N se découpe en deux parties :

- ✓ Une partie fixe basée sur les flux de pollution autorisés par la présente convention dont les paramètres de débit, de DCO, de DBO5, de MES, de NTK et de Pt sont repris au paragraphe 12.2.
- ✓ Une partie variable basée sur les résultats de l'autosurveillance de l'Etablissement de l'année N.

12.2 Calcul du montant de la partie fixe de la redevance assainissement

Pour l'élaboration du montant de la partie fixe de la redevance assainissement, le débit journalier et les flux moyens journaliers de matières polluantes qui ont été pris en considération sont les suivantes :

Paramètres	Débit journalier et Flux journaliers conventionnés
Débit	59
MES	188
DCO	209
DBO5	44
NTK	8.6
P	1.7

Un coefficient est appliqué sur chaque paramètre. La formule est la suivante :

Partie fixe (en €) = coef Af*Débit conventionné + coef Bf*Flux MeS conventionné + coef Cf*Flux DBO5 conventionné + coef Df* Flux DCO conventionné + coef Ef*Flux NTK conventionné + coef Ff* Flux Pt conventionné .

Les valeurs des coefficients Af, Bf, Cf, Df, Ef, et Ff sont fixées par délibération de la Collectivité.

12.3 Calcul du montant de la partie variable de la redevance assainissement

Pour l'élaboration du montant de la partie variable de la redevance assainissement, le volume total annuel et les flux totaux annuels de matières polluantes résultant de l'autosurveillance de l'Etablissement sont pris en compte.

Un coefficient est appliqué sur chaque paramètre. La formule est la suivante :

Partie variable (en €) = coef Av*Volume total annuel rejeté (en m3) + coef Bv*Flux total annuel MeS rejeté (en kg) + coef Cv*Flux total annuel DBO5 rejeté (en kg) + coef Dv* Flux total annuel DCO rejeté (en kg) + coef Ev*Flux total annuel NTK rejeté (en kg) + coef Fv* Flux total Pt rejeté (en kg).

Les valeurs des coefficients Av, Bv, Cv, Dv, Ev, Fv sont fixées par délibération de la Collectivité.

12.4 Facturation et règlement

La facturation et le recouvrement de la redevance assainissement prévues à l'article 12.2, sont établis par la Collectivité à travers une facture dédiée pour la partie fixe et pour la partie variable conformément à la réglementation.

La facturation de la partie fixe de l'année N de la redevance assainissement sera éditée avant le 31 mars de l'année N.

La facturation de la partie variable de l'année N de la redevance assainissement sera éditée de la manière suivante :

- Un acompte correspondant à 40% du montant de la partie variable de l'année N-1 sera facturé avant le 30 septembre de l'année N
- Le solde de la partie variable de l'année N sera facturé avant le 31 mars de l'année N+1.

12.5 Pénalités financières

Tout non respect des termes du règlement du service de l'assainissement, de l'arrêté d'autorisation de rejets et de la présente convention peut engendrer une pénalité financière.

Lors du constat par la Collectivité d'un non-respect, un courrier en recommandé avec accusé de réception est adressé à l'Etablissement en précisant l'objet du non-respect et l'application d'une pénalité.

La pénalité se traduit par l'envoi d'un titre de recette dont le montant est calculé selon la formule suivante :

Pénalité = Montant total partie fixe de l'année N (en €HT) * **1%** * multipliée par le nombre de jours entre le fait constaté suite au départ de la Collectivité du courrier avec AR incluant le constat et la réponse de l'Etablissement confirmant, documents à l'appui, le respect des textes en vigueur.

Les cas suivants entraînent des pénalités financières :

- **Cas n°1** : résultats de mesures non conformes aux prescriptions de l'article 8.2 de la présente convention suite aux résultats d'analyse de l'industriel ou suite à un contrôle inopiné du rejet par la Collectivité.
- **Cas n°2** : non transmission de l'autosurveillance
- **Cas n°3** : dysfonctionnement de l'autosurveillance (débitmètre en défaut, analyse non réalisée, jour de prélèvement des analyses non signalé)

12.5.1 Cas n°1 : Résultats de mesures non conformes aux prescriptions de l'article 8.2 de la présente convention;

Comme précisé à l'article 11.2 de la présente convention, la Collectivité peut effectuer un contrôle au rejet de l'établissement.

A la réception des résultats des mesures et après exploitation de ceux-ci :

- si aucun dépassement n'est constaté, aucune démarche de pénalisation ne sera engagée.
- si au moins une non-conformité est constatée, la Collectivité demande par courrier une contre-analyse à réaliser par et au frais de l'établissement.

A la réception des résultats de la contre-analyse :

- si la contre-analyse se révèle conforme, alors la pénalisation prend fin à la date de réception du courrier de l'établissement

- si la contre-analyse révèle toujours des dépassements, l'établissement doit mettre en place une nouvelle analyse et les mesures qui s'imposent afin de régulariser sa situation.

Dans le cas d'un dépassement des limites de rejet constaté d'après les résultats de l'autosurveillance, la collectivité demandera par courrier à l'établissement de prendre toutes les mesures pour respecter les limites de rejet autorisé. Ce courrier précisera qu'une pénalité sera appliquée.

Le nombre de jours pris en compte pour le calcul de la pénalité est le nombre de jours de non-conformité constatée du rejet.

12.5.2 Cas n°2 : Conformément à l'article 11 de la présente convention, l'Etablissement doit fournir les résultats de l'autosurveillance mensuellement.

Les résultats d'analyses qualitatives et quantitatives en format informatisé (fichier .xls) doivent être transmis au service assainissement tous les mois dans un délai maximum de deux mois après la fin du mois analysé.

Passé ce délai, tout document non reçu par la collectivité à la date indiquée ci-dessus, fera l'objet d'une pénalisation financière.

Le nombre de jours pris en compte pour le calcul de la pénalité est le nombre de jours entre la date limite d'envoi et la date de réception des résultats.

12.5.3 Cas n°3 : Dysfonctionnement de l'autosurveillance

Si la Collectivité s'aperçoit d'un défaut dans l'autosurveillance de l'Etablissement (dysfonctionnement du débitmètre, analyse non réalisée, jour de prélèvement des analyses non signalé, ...), la Collectivité le signale par courrier recommandé à l'Etablissement.

Le nombre de jours pris en compte pour le calcul de la pénalité est le nombre de jours entre la date de l'envoi du recommandé de la Collectivité et le retour à la normale de l'autosurveillance de l'Etablissement confirmant, documents à l'appui, le respect des prescriptions techniques indiquées dans la présente convention.

12.6 Révision des rémunérations

Pour tenir compte des conditions économiques, techniques et réglementaires, les modalités de calcul de la redevance assainissement pourront être soumises à réexamen, notamment dans les cas suivants :

- en cas de changement dans la composition des effluents rejetés,
- en cas de modification substantielle des ouvrages du service public d'assainissement ;
- en cas de modification de la législation en vigueur en matière de protection de l'environnement et notamment en matière d'élimination des boues, ou de modification de l'autorisation préfectorale de rejet de l'usine d'épuration de Souleville ;
- en cas de modification du régime ICPE de l'Etablissement.

Article 13. OBLIGATIONS GENERALES DES SIGNATAIRES

13.1 Obligations générales de la Collectivité

La Collectivité, sous réserve du strict respect par l'Etablissement des obligations résultant de la présente Convention, prend toutes les dispositions pour :

- ✓ accepter les rejets de l'Etablissement dans les limites fixées par l'arrêté d'autorisation de déversement ;
- ✓ assurer l'acheminement de ces rejets, leur traitement et leur évacuation dans le milieu naturel conformément aux prescriptions techniques fixées par la réglementation applicable en la matière ;
- ✓ informer, dans les meilleurs délais, l'Etablissement de tout incident ou accident survenu sur son système d'assainissement et susceptible de ne plus permettre d'assurer de manière temporaire la réception ou le traitement des eaux usées visées par la Convention, ainsi que des délais prévus pour le rétablissement du service ;
- ✓ fournir à l'Etablissement, sur sa demande, une copie du rapport annuel de la Collectivité sur le prix et la qualité des services rendus et/ou une copie du bilan annuel d'exploitation de la station d'épuration de Lamballe.

Dans le cadre de l'exploitation du service public de l'assainissement, la Collectivité pourra être amenée de manière temporaire à devoir limiter les flux de pollution entrants dans les réseaux, elle devra alors en informer au préalable l'Etablissement et étudier avec celui-ci les modalités de mise en œuvre compatibles avec les contraintes de production de l'Etablissement.

Les volumes et flux éventuellement non rejetés au réseau par l'Etablissement pendant cette période ne seront pas pris en compte dans l'assiette de facturation.

13.2 Obligations générales de l'Etablissement

En cas de dépassement des valeurs limites fixées dans son arrêté d'autorisation de déversement, l'Etablissement est tenu :

- ✓ d'en avertir par courrier électronique dès qu'il en a connaissance la Collectivité ;
- ✓ de prendre les dispositions nécessaires pour réduire la pollution de l'effluent rejeté.

En cas d'accident de fabrication susceptible de provoquer un dépassement des valeurs limites fixées par l'arrêté d'autorisation de déversement, l'Etablissement est tenu :

- ✓ d'en avertir dans les plus brefs délais la Collectivité ;
- ✓ de prendre, si nécessaire, les dispositions pour évacuer les rejets exceptionnellement pollués vers un centre de traitement spécialisé, sauf accord de la Collectivité pour une autre solution ;
- ✓ d'isoler son réseau d'évacuation d'eaux industrielles si le dépassement fait peser un risque grave pour le fonctionnement du service public d'assainissement ou pour le milieu naturel, ou sur demande justifiée de la Collectivité.

Article 14. CONSEQUENCES DU NON-RESPECT DES CONDITIONS D'ADMISSION DES EFFLUENTS

14.1 Conséquences techniques

Dès lors que les conditions d'admission des effluents ne seraient pas respectées, l'Etablissement s'engage à en informer la Collectivité conformément aux dispositions du paragraphe 13.2, et à soumettre, en vue de procéder à un examen commun, des solutions permettant de remédier à cette situation et compatibles avec les contraintes d'exploitation du service public d'assainissement.

Si nécessaire, la Collectivité se réserve le droit :

- ✓ de n'accepter dans le réseau public et sur les ouvrages d'épuration que la fraction des effluents correspondant aux prescriptions définies dans l'arrêté d'autorisation de déversement ;
- ✓ de prendre toute mesure susceptible de mettre fin à l'incident constaté, y compris la fermeture du ou des branchement(s) en cause, si la limitation des débits collectés et traités, prévue au point précédent, est impossible à mettre en œuvre ou inefficace ou lorsque les rejets de l'Etablissement présentent des risques importants.

Toutefois, dans ces cas, la Collectivité :

- ✓ informera l'Etablissement de la situation et de la ou des mesure(s) envisagée(s), ainsi que de la date à laquelle celles-ci pourraient être mises en œuvre ;
- ✓ le mettra en demeure d'avoir à se conformer aux dispositions définies dans la présente convention et au respect des valeurs limites définies par l'arrêté d'autorisation de déversement avant cette date.

14.2 Conséquences financières

L'Etablissement est responsable des conséquences dommageables subies par la Collectivité du fait du non respect des conditions d'admission des effluents et, en particulier, des valeurs limites définies par l'arrêté d'autorisation de déversement, et ce dès lors que le lien de causalité entre la non conformité des dits rejets et les dommages subis par la Collectivité aura été démontré.

Dans ce cadre, il s'engage à réparer les préjudices subis par la Collectivité et à rembourser tous les frais engagés et justifiés par celle-ci.

Ainsi, si les conditions initiales d'élimination des sous-produits et des boues générés par le système d'assainissement devaient être modifiées du fait des rejets de l'Etablissement, celui-ci devra supporter les surcoûts d'évacuation et de traitement correspondants.

Il en est de même si les rejets de l'Etablissement influent sur la quantité, la qualité et la destination finale des sous-produits de curage et de décantation issus du réseau public d'assainissement.

L'Etablissement est également responsable des conséquences dommageables subies par le Milieu Naturel en cas de non-respect de la présente Convention.

Article 15. CONDITIONS DE FERMETURE DU BRANCHEMENT

La Collectivité peut décider de procéder ou de faire procéder à la fermeture du branchement, dès lors que :

- ✓ d'une part, le non respect des dispositions de l'arrêté d'autorisation de déversement ou de la présente convention induit un risque justifié et important sur le service public de l'assainissement et notamment en cas :
 - de modification de la composition des effluents ;
 - de non respect des limites et des conditions de rejet fixées par l'arrêté d'autorisation de déversement ;
 - de non installation des dispositifs de mesure et de prélèvement ;
 - de non respect des échéanciers de mise en conformité ;
 - d'impossibilité pour la Collectivité de procéder aux contrôles.
- ✓ et d'autre part, les solutions proposées par l'Etablissement pour y remédier restent insuffisantes.

En tout état de cause, la fermeture du branchement ne pourra être effective qu'après notification de la décision par la Collectivité à l'Etablissement, par lettre Recommandée avec Accusé de Réception (RAR), et à l'issue d'un préavis de quinze (15) jours.

Toutefois, en cas de risque pour la santé publique ou d'atteinte grave à l'environnement, la Collectivité se réserve le droit de pouvoir procéder à une fermeture immédiate du branchement.

En cas de fermeture du branchement, l'Etablissement est responsable de l'élimination de ses effluents.

La participation financière demeure exigible pendant cette fermeture, à l'exception de la partie variable.

Article 16. MODIFICATION DE L'ARRETE D'AUTORISATION DE DEVERSEMENT

En cas de modification des prescriptions relatives au déversement des eaux usées non domestiques de l'Etablissement, la présente convention pourra d'un Commun Accord, après renégociation, être adaptée à la nouvelle situation et faire l'objet d'un avenant et, le cas échéant, d'une modification de l'arrêté d'autorisation de déversement.

Article 17. DUREE DE LA CONVENTION

La présente Convention, subordonnée à l'existence d'un arrêté communautaire d'autorisation de déversement, est conclue pour une durée de dix (10) ans, et prend effet à la date de signature du Président de LAMBALLE COMMUNAUTE.

Six (6) mois avant l'expiration de la Convention, la Collectivité procèdera avec l'Etablissement au réexamen de la présente Convention en vue de son renouvellement ou de son adaptation.

Article 18. RESILIATION DE LA CONVENTION

18.1 Résiliation de la Convention

La présente convention peut être résiliée de plein droit avant son terme normal :

- ✓ par la Collectivité, en cas d'inexécution par l'Etablissement de l'une quelconque de ses obligations, 90 jours après l'envoi d'une mise en demeure restée sans effet ou n'ayant donné lieu qu'à des solutions de la part de l'Etablissement jugées insuffisantes ;
- ✓ par l'Etablissement, dans un délai de 90 jours après notification à la Collectivité.

La résiliation autorise la Collectivité à procéder ou à faire procéder à la fermeture du branchement à compter de la date de prise d'effet de ladite résiliation et dans les conditions précitées à l'article 15.

18.2 Dispositions financières

En cas de résiliation de la présente Convention par la Collectivité ou par l'Etablissement, les sommes dues par ce dernier au titre de la redevance d'assainissement prévues à l'article 12, jusqu'à la date de fermeture du branchement, deviennent immédiatement exigibles.

Article 19. CONTESTATIONS ET LITIGES

Faute d'accord amiable entre les parties, tout différend qui viendrait à naître à propos de la validité, de l'interprétation et de l'exécution de la présente convention sera soumis aux juridictions compétentes.

Article 20. COMMISSION DE GESTION

Il est créé une commission de gestion composée de :

- ✓ Représentants de la Collectivité
- ✓ Représentants de l'Etablissement
- ✓ Représentant du SATESE
- ✓ Représentant de la Police des Installations Classées

La Collectivité pourra adjoindre à cette Commission toute personne dont elle jugera la présence utile.

Cette Commission aura à charge d'examiner le bilan d'exploitation annuel des ouvrages ainsi que la cohérence des différentes valeurs des paramètres mesurés sur les rejets et de proposer au représentant légal de la Collectivité, toutes améliorations pouvant être apportées aux conditions de fonctionnement et d'exploitation des ouvrages, ainsi que les corrections à apporter aux bases de facturation. Cette Commission se réunira une fois par an.

L'ordre du jour et la date de la réunion seront arrêtés par le représentant légal de la Collectivité.

Article 21. DOCUMENTS ANNEXES A LA CONVENTION

- ✓ Annexe 1 : Plan de localisation des branchements au réseau public
- ✓ Annexe 2 : Délibération du 25 avril 2016 relatif aux tarifs industriels 2016

Article 22. CORRESPONDANCES

Les correspondances échangées entre les parties seront envoyées aux adresses suivantes :

Etablissement COOPERL ARC ATLANTIQUE
ZI de la Ville Es Lan
22403 LAMBALLE Cedex
Tél : 02 96 30 70 00
Courriel : llanternier@cooperl.com
[tniel@cooperl.com](mailto:t Niel@cooperl.com)

Collectivité **Monsieur le Président**
Lamballe Communauté
Direction Eau, Assainissement, Déchets
41, rue Saint Martin
BP 90456
22404 Lamballe Cedex
02 96 50 13 56
Courriel : sea@lamballe-communaute.fr

Article 23. NOMBRES D'EXEMPLAIRES ORIGINAUX :

La présente convention est établie en deux exemplaires originaux.

Signatures, et cachet de l'Etablissement

Pour l'Etablissement
Fait à *Lamballe*
le *24.11.2016*

Pour LAMBALLE COMMUNAUTE
Fait à Lamballe
le *26.11.2016*

COOPERL ARC ATLANTIQUE

Rue de la Jeunpaie - BP 60328

22403 LAMBALLE CEDEX

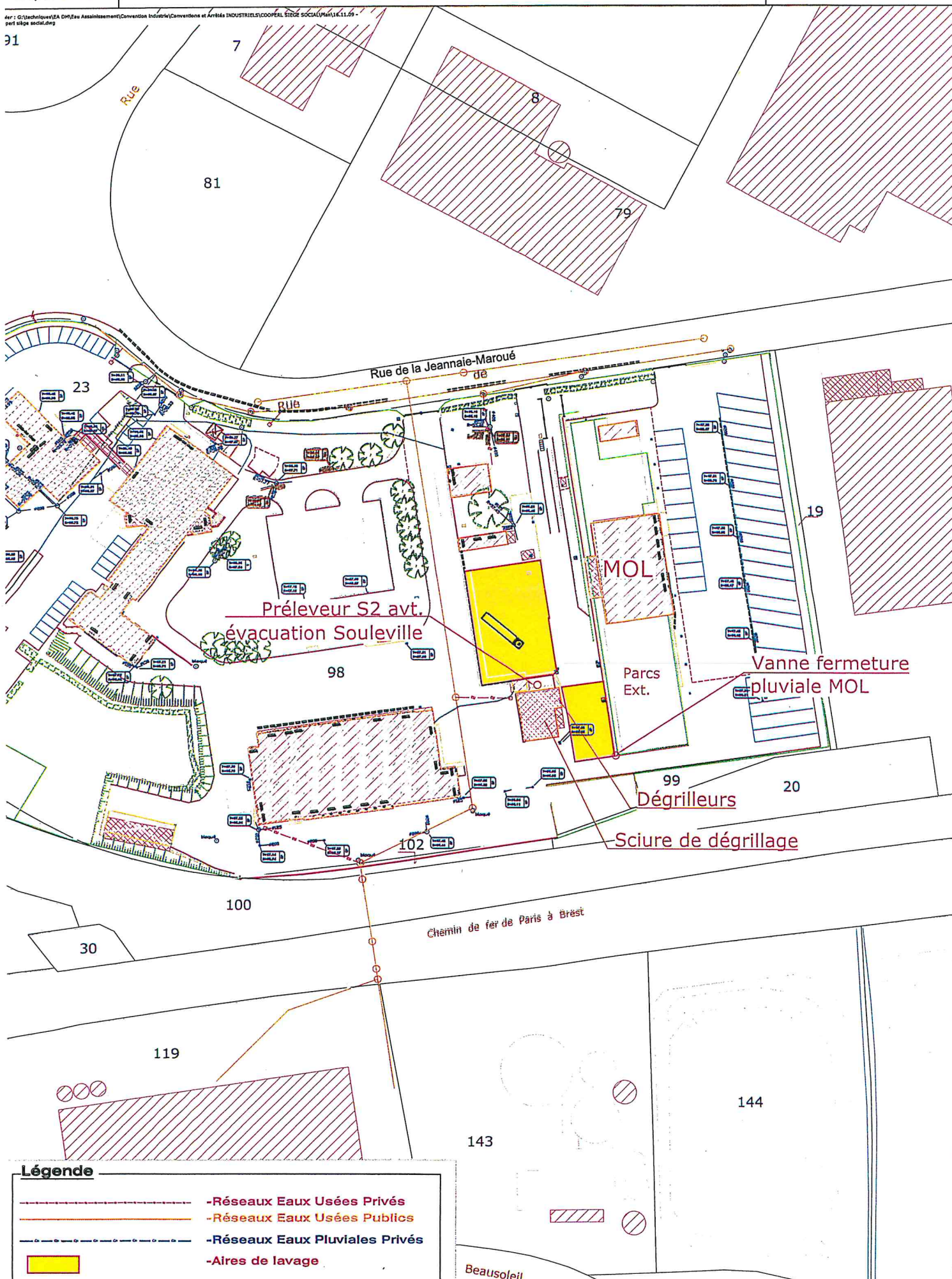
Tél. 02 96 30 70 00 - Fax 02 96 30 70 01

Loïc Cauret

Président de Lamballe Communauté

Annexe 1 : Plan de localisation des branchements et des points de mesure de l'Etablissement





Annexe 2 : Délibération du 25 avril 2016 relatif aux tarifs industriels 2016

LA COMMUNAUTÉ DE COMMUNES DE LAMBALLE
LAMBALLE COMMUNAUTÉ
-22400-
SÉANCE DU 25 AVRIL 2016

L'AN DEUX MILLE SEIZE, LE 25 AVRIL, A DIX-HUIT HEURES TRENTE, LA COMMUNAUTÉ DE COMMUNES DE LAMBALLE « LAMBALLE COMMUNAUTÉ », LÉGALEMENT CONVOQUÉE, S'EST RÉUNIE A L'ESPACE LAMBALLE COMMUNAUTÉ, 41 RUE ST MARTIN A LAMBALLE SOUS LA PRÉSIDENTE DE M. Loïc CAURET.

Date de la convocation : 18 AVRIL 2016

ÉTAIENT PRÉSENTS : Loïc CAURET, **Président**

Jean-Yves RENAULT, Marie-Christine CLERET, Daniel BARON, Philippe HERCOUET, Loïc DERON, Jean-Luc BARBO, Denis MICHELET, Didier YON, Alain GALLIOT, Jean-Pierre BRIENS, **vice-présidents**,

Thierry GAUVRIT, Valérie BOISHARDY, Laurence URVOY, Dominique TIREL, Christian NESTOUT, Stéphane de SALLIER DUPIN, Nicole POULAIN, Jean-François BREHANT, Patrick BRIENS, Yves RUFFET, Robert RAULT, Philippe HELLO, Sylvie HERVO, Yvonnick GOUAULT, Lydie PHILIPPE, René LE BOULANGER, Pascale LANGUILLE, Nathalie TRAVERTE-LE ROUX, Patricia DOUARD, Michel RICHARD, Monique PROUST, Pascal HANNIGSBERG, Jean-François CORDON, Daniel GESBERT, Joël LUCIENNE, Roger QUEMART, Marie-Madeleine BOURDEL, Jean-Luc GUYMARD, Marie-Antoinette ROUXEL,

ABSENTS EXCUSÉS : Paulette BEUREL donne pouvoir à Yves RUFFET, Marie-Antoinette DEFOSSEZ-MAHE donne pouvoir à Stéphane de SALLIER DUPIN, Laurence HAQUIN, Christine PRUNAUD, Thomas FAVREL,

SECRÉTAIRE DE SEANCE : DENIS MICHELET

Membres en exercice : 45 Présents : 40 Absents : 5 Votants : 42

2016-66

EAU ASSAINISSEMENT

CONVENTION DE REJET DES INDUSTRIELS VERS LA STATION D'ÉPURATION DE SOULEVILLE A LAMBALLE

Il est proposé de modifier les conventions de rejet à l'assainissement des industriels raccordés à Souleville à Lamballe.

Les modifications portent sur des modalités plus précises de contrôle et de qualité des rejets ainsi que sur la facturation.

Une nouvelle tarification de l'assainissement des industriels a été étudiée. Cette nouvelle tarification permet de répartir plus équitablement les coûts de traitement des effluents à Souleville.

Cette tarification comporte une partie fixe basée sur les charges autorisées figurant à l'arrêté de rejet de l'industriel et une partie variable basée sur les charges réellement rejetées par l'industriel au cours de l'année.

Les tarifs pour l'année 2016 seraient les suivants :

- partie fixe fonction de la demande d'autorisation de rejet :
 - 25 € / m³ / jour
 - 20 € / kg / j MES (Matière En Suspension)
 - 10 € / kg/j DBO₅ (Demande Biologique en Oxygène)
 - 10 € / kg/j DCO (Demande Chimique en Oxygène)
 - 40 € / kg/j NK (Azote Kjeldahl)
 - 100 € / kg/j PT (Phosphore Total)
- partie variable fonction des quantités rejetées au cours de l'année :
 - 0.30 € / m³
 - 0.20 € / kg MES
 - 0.10 € / kg DBO₅
 - 0.15 € / kg DCO
 - 0.40 € / kg NK
 - 1.00 € / kg PT

Ainsi il est proposé d'approuver la nouvelle convention type de rejet à l'assainissement des industriels vers la station d'épuration de Souleville, de fixer les tarifs de l'année 2016 comme ci-dessus et de réaliser une nouvelle convention avec les industriels rejetant des effluents non domestiques vers la station de Souleville.

Après en avoir délibéré, le Conseil Communautaire, à l'unanimité :

- APPROUVE le projet de nouvelle convention de rejet à l'assainissement des industriels vers la station d'épuration de Souleville.
- APPROUVE les tarifs de l'année 2016
- AUTORISE Monsieur le Président à signer les nouvelles conventions de rejet à l'assainissement des industriels, ainsi que tout document se rapportant à cette affaire.

Certifié envoyée à la Préfecture le 02 mai 2016 Affiché le 02 mai 2016

FAIT ET DELIBERE A LAMBALLE LESDITS JOUR, MOIS ET AN

(suivent les signatures)

POUR COPIE CONFORME,

A Lamballe, le 25 avril 2016

Le Président de Lamballe Communauté

Loïc CAURET

